

HOTELIM SA

Siège social : 9-11-13 avenue Myron Herrick 75008 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2023

PKF Arsilon Audit France
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2023

HOTELIM SA
9-11-13 avenue Myron Herrick
75008 PARIS

A l'assemblée générale de la société,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HOTELIM SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes » relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Les titres de participation et les créances rattachées aux participations détenus par votre société sont évalués selon les méthodes présentées au paragraphe « Immobilisations financières » page 7 de l'annexe



A ce titre, sur la base des informations disponibles à ce jour, nous avons vérifié le caractère approprié et la correcte application des approches retenues par votre société ainsi que la cohérence et la pertinence des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 24/05/2024

Le Commissaire aux comptes

PKF Arsilon Audit France



Laurent DELCOURT
Associé

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net		
Capital souscrit non appelé (0)						
Actif immobilisé						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, droits similaires	6 861	6 861				
Fonds commercial	262 179		262 179	262 179		
Autres immobilisations incorporelles						
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions	13 058	13 058				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 286	1 896	390	484	- 94	
Autres immobilisations corporelles	213 815	204 870	8 945	4 603	4 342	
Immobilisations en cours						
Avances et acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres participations	14 330 446	1 573 064	12 757 382	12 562 082	195 300	
Créances rattachées à des participations	5 566 103	1 779 463	3 786 640	4 616 535	- 829 895	
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières	34 725		34 725	32 547	2 178	
TOTAL (I)	20 429 473	3 579 210	16 850 262	17 478 431	- 628 169	
Actif circulant						
Matières premières, approvisionnements						
En-cours de production de biens						
En-cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances et acomptes versés sur commandes						
Clients et comptes rattachés	430 730		430 730	514 859	- 84 129	
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel						
. Organismes sociaux	288		288	293	- 5	
. Etat, impôts sur les bénéfices				277 573	- 277 573	
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	24 189		24 189	34 637	- 10 448	
. Autres	8 104 758		8 104 758	8 179 553	- 74 795	
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement	1 000 000		1 000 000	2 000 000	-1 000 000	
Disponibilités	2 228 206		2 228 206	3 717 112	-1 488 906	
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Charges constatées d'avance	2 448		2 448	3 208	- 760	
TOTAL (II)	11 790 619		11 790 619	14 727 234	-2 936 615	
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)	32 220 092	3 579 210	28 640 881	32 205 665	-3 564 784	

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 7 764 104)	7 764 104	7 764 104	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	9 393 344	10 266 806	- 873 462
Ecarts de réévaluation			
Réserve légale	776 410	679 636	96 774
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	147 543	1 168 232	-1 020 689
Résultat de l'exercice	1 560 300	-50 453	1 610 753
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	19 641 702	19 828 325	- 186 623
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	86 430	73 561	12 869
TOTAL (III)	86 430	73 561	12 869
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	8 250 605	11 392 330	-3 141 725
. Découverts, concours bancaires	1 097	662	435
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	6 755	8 314	- 1 559
. Associés	62 150	37 788	24 362
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	166 406	146 068	20 338
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	7 030	6 336	694
. Organismes sociaux	60 879	64 401	- 3 522
. Etat, impôts sur les bénéfices	217 344	551 358	- 334 014
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	114 226	85 560	28 666
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	25 972	10 685	15 287
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	286	278	8
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	8 912 749	12 303 779	-3 391 030
Écart de conversion et différences d'évaluation passif(V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	28 640 881	32 205 665	-3 564 784

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)		Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	1 482 967		1 482 967	1 212 062	270 905	22,35
Chiffres d'affaires Nets	1 482 967		1 482 967	1 212 062	270 905	22,35
Production stockée						
Production immobilisée			3 217	3 217		0,00
Subventions d'exploitation				425	- 425	-100
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges				30 035	- 30 035	-100
Autres produits			125	369	- 244	-66,12
Total des produits d'exploitation (I)			1 486 309	1 246 108	240 201	19,28
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			933 508	886 803	46 705	5,27
Impôts, taxes et versements assimilés			56 117	31 954	24 163	75,62
Salaires et traitements			364 001	352 964	11 037	3,13
Charges sociales			184 039	178 485	5 554	3,11
Dotations aux amortissements sur immobilisations			3 275	19 349	- 16 074	-83,07
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges			12 869		12 869	N/S
Autres charges			1 934	1 576	358	22,72
Total des charges d'exploitation (II)			1 555 741	1 471 131	84 610	5,75
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-69 432	-225 024	155 592	69,14
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations			1 700 000	1 064	1 698 936	N/S
Produits des autres valeurs mobilières et créances			71 155	97 288	- 26 133	-26,86
Autres intérêts et produits assimilés			129 504	109 675	19 829	18,08
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			1 900 659	208 028	1 692 631	813,66
Dotations financières aux amortissements et provisions				15 000	- 15 000	-100
Intérêts et charges assimilées			83 046	90 273	- 7 227	-8,01
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)			83 046	105 273	- 22 227	-21,11
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			1 817 613	102 755	1 714 858	N/S
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			1 748 181	-122 269	1 870 450	N/S

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2023 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2022 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)				
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital				
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VIII)				
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)				
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	187 881	-71 816	259 697	361,61
Total des Produits (I+III+V+VII)	3 386 968	1 454 135	1 932 833	132,92
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	1 826 668	1 504 588	322 080	21,41
RESULTAT NET	1 560 300	-50 453	1 610 753	N/S
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

Annexes Légales 2024

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 28 640 881,22 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de 1 560 300,41 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Eléments relevant de plusieurs postes du bilan
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Rémunérations des dirigeants
- Honoraires des Commissaires Aux Comptes
- Effectif moyen
- Identité des sociétés-mères consolidant les comptes de la société
- Liste des filiales et participations

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

a. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire :

- Logiciel comptable : 1 an
- Droit d'entrée franchise : 10 ans

b. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue, à savoir :

- Agencements & Constructions : 10 à 40 ans
- Mat. & outillages industriels : 3 à 7 ans
- Installations générales : 5 ans
- Matériel de bureaux & informatique : 5 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Chaque année, des tests d'évaluation portant sur chacune des participations du Groupe sont réalisés en appliquant les méthodes traditionnelles de valorisation (méthode hôtelière et méthode des barèmes) et aux fins de constater d'éventuelles provisions comptabiliser.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

FONDS COMMERCIAL

Le fonds commercial n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test conduit à constater une dépréciation lorsque la valeur d'usage du fonds commercial est inférieure à sa valeur nette comptable.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- le règlement de l'Autorité des Normes Comptables N°2017-01 du 05 mai 2017, modifié par le règlement ANC N°2017-03 du 03 novembre 2017

- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce 2017 et mis à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes annuels.

Informations complémentaires pour donner une image fidèle

Intégration Fiscale

La SA HOTELIM et certaines de ses filiales constituent un groupe qui relève du régime de l'intégration fiscale. Les conventions d'intégration fiscale conclues entre la SA HOTELIM et ses filiales prévoient que chaque membre du groupe fiscal constate dans ses propres comptes la charge d'impôt qui lui est propre ou l'économie d'impôt réalisé par le groupe en cas de déficit. La société HOTELIM est la société mère qui établit les comptes consolidés du groupe HOTELIM

Indemnités de Fin de Carrière

La méthode préférentielle consistant en la comptabilisation des I.F.C. a été appliquée.

A la fin 2022, le passif social s'élevait à	73 561 €
La reprise enregistrée dans les comptes s'élève à	12 869 €
Le passif social au 31/12/2023 est égal à	86 430 €

Les calculs ont été réalisés avec les paramètres suivants :

Méthode de calcul	la méthode des unités de crédits projetées (ou méthode du prorata des droits au terme).
Convention collective	H.C.R.
Départ à l'initiative des salariés	100%
Taux d'actualisation	3,20% contre 3,77% en 2022
Taux de progression annuelle des salaires	3 % pour les Cadres
Taux de rotation du personnel	Faible pour les Cadres
Age de départ retenu	60-67 ans
Taux de charges sociales	34%
Table de mortalité	INSEE 2021

Évènements postérieurs à la clôture

Au début du 2ème trimestre 2024, Hotelim fait l'objet d'un contrôle fiscal qui est toujours en cours.

Divers

La société Hotelim a augmenté sa participation dans la société BALBERCY pour la porter à 92,09%.

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	269 040		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	13 058		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 286		
Autres installations, agencements, aménagements	117 863		3 736
Matériel de transport	2 982		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	85 447		3 788
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	221 635		7 524
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	20 531 144		1 362 692
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	32 547		2 178
TOTAL	20 563 691		1 364 870
TOTAL GENERAL	21 054 366		1 372 394

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			269 040	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions			13 058	
Installations techniques, matériel et outillages industriels			2 286	
Autres installations, agencements, aménagements			121 599	
Matériel de transport			2 982	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			89 235	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL			229 159	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations		1 997 288	19 896 549	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			34 725	
TOTAL		1 997 288	19 931 274	
TOTAL GENERAL		1 997 288	20 429 473	

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	6 861			6 861
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions	13 058			13 058
Installations techniques, matériel et outillages industriels	1 802	94		1 896
Installations générales, agencements divers	115 701	1 066		116 767
Matériel de transport	2 982			2 982
Matériel de bureau, informatique, mobilier	83 006	2 115		85 121
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	216 549	3 275		219 823
TOTAL GENERAL	223 409	3 275		226 684

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	94				
Installations générales, agencements divers	1 066				
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	2 115				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	3 275				
TOTAL GENERAL	3 275				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions	73 561	12 869		86 430
TOTAL Provisions	73 561	12 869		86 430
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	3 352 527			3 352 527
TOTAL Dépréciations	3 352 527			3 352 527
TOTAL GENERAL	3 426 088	12 869		3 438 957
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		12 869		

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	5 566 103		5 566 103
Prêts			
Autres immobilisations financières	34 725		34 725
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	430 730	430 730	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	288	288	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices			
- T.V.A	24 189	24 189	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés	8 104 758	8 104 758	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	2 448	2 448	
TOTAL GENERAL	14 163 241	8 562 413	5 600 828
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	1 097	1 097		
- plus d'un an	8 250 605	3 357 910	4 686 484	206 210
Emprunts et dettes financières divers	6 755	6 755		
Fournisseurs et comptes rattachés	166 406	166 406		
Personnel et comptes rattachés	7 030	7 030		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	60 879	60 879		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices	217 344	217 344		
- T.V.A	114 226	114 226		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	25 972	25 972		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	27 539	27 539		
Autres dettes	34 897	34 897		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	8 912 749	4 020 054	4 686 484	206 210
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	3 141 725			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Éléments relevant de plusieurs postes du bilan

(Entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations	14 330 446		
Créances rattachées à des participations	5 556 103		
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	408 951		
Autres créances			
Capital souscrit et appelé non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	(5 502)		
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits de participation			
Autres produits financiers	74 464		
Charges financières			

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	72 253
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	1 500
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	89 702
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	163 454

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 852
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	148 649
Dettes fiscales et sociales	11 269
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	167 769

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	2 448	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	2 448	

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	970 513	8,00
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	970 513	8,00

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises Ventes de produits finis Prestations de services	1 482 967
TOTAL	1 482 967

Répartition par marché géographique	Montant
France Etranger	1 482 967
TOTAL	1 482 967

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	1 748 181	
Résultat exceptionnel (et participation)		
Résultat comptable	1 560 300	

Rémunérations des dirigeants

	Montant
REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES :	
- des organes d'administration	
- des organes de direction	
- des organes de surveillance	

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	77 400
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	
TOTAL	77 400

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	2	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
TOTAL	2	

Résultats des 5 derniers exercices

Nature des Indications / Périodes	31/12/2023	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019
Durée de l'exercice	12 mois				
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	7 764 104	7 764 104	7 764 104	7 764 104	7 764 104
b) Nombre d'actions émises					
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	1 482 967	1 212 062	554 238	372 109	1 095 547
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	1 764 325	-117 955	-678 071	1 979 263	104 938
c) Impôt sur les bénéfices	187 881	-71 816	-545 872	-181 937	7 493
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	1 576 444	-46 139	-132 199	2 161 200	97 445
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	1 560 300	-50 453	-379 437	1 038 336	122 299
f) Montants des bénéfices distribués	1 746 924				
g) Participation des salariés	0				
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	1,62	0	0	0	0
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	1,61	0	0	0	0
c) Dividende versé à chaque action	1,80	0	0	0	0
IV - Personnel :					
a) Nombre de salariés	2	2	2	3	3
b) Montant de la masse salariale	364 001	352 964	326 477	365 287	372 238
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	184 039	178 485	134 396	149 778	180 368

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
BALBERCY	150 000	11 100 810	92,03	1 451 751				8 347 590	2 913 429	
DELTA RUNGIS	76 635	952 288	100,00	2 704 057		219 119		1 368 459	235 142	400 000
LE BOURGET	15 000	1 113 545	100,00	391 672		1 864 512		2 153 300	364 263	
SOGEGONE	300 000	646 745	100,00	635 408		380 291		1 617 038	407 011	800 000
DROMHOTEL	108 000	-214 126	100,00	1 828 000	409 025	315 249		686 318	22 109	
SAINT RAPHAEL	225 000	2 295 535	100,00	228 674		434 755		3 601 467	467 357	
ROSNY	1 229 190	716 910	100,00	2 096 723		210 186		1 462 187	259 714	500 000
CRETEIL	215 310	1 360 807	100,00	1 610 204		242 342		1 653 673	266 614	
RELNICE	15 000	1 563 000	100,00	168		196 254		1 937 526	654 819	
SUITE HOTEL	15 000	531 897	100,00	1 804 339		924 766		1 661 021	375 736	
HOFIDEV	10 000	-1 016 772	70,00	7 000		0		0	2 191	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
MEZAL	15 000	1 417 973	50,00	1 074 000		0		1 964 156	223 447	
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères	1 480 184	-557 447		498 451	351 362	706 375	61 121	2 973 582	569 469	
<i>- Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										

Observations complémentaires

HOTELIM SA

Siège social : 9-11-13 avenue Myron Herrick

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31/12/2023

PKF Arsilon Audit France
Société de commissariat aux comptes
Membre de la Compagnie Régionale de Paris

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31/12/2023

HOTELIM SA

9-11-13 avenue Myron Herrick
75008 PARIS

A l'assemblée générale de la société,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société HOTELIM SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.



Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris, le 24/05/2024

Le Commissaire aux comptes

PKF Arsilon Audit France



Laurent DELCOURT
Associé

Bilan consolidé

ACTIF	Montant Brut	Dépréciation	31/12/2023	31/12/2022
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Ecart d'acquisition	17 436 974	10 218 648	7 218 326	7 409 119
Marques				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	419 455	384 392	35 063	37 038
Immobilisations incorporelles en crédit bail et contrats assimilés				
Autres immobilisations incorporelles	70 640	62 005	8 635	8 277
Immobilisation incorporelles en cours				
Avances, acomptes immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 150 131	13 787	2 136 344	2 136 344
Constructions	42 987 229	34 369 708	8 617 521	9 490 826
Installations techniques, matériel, outillage	5 359 956	4 724 557	635 399	689 531
Immobilisations corporelles en crédit bail et contrats assimilés				
Autres immobilisations corporelles	5 165 546	3 745 303	1 420 243	1 107 498
Immobilisations corporelles en cours	110 279		110 279	331 377
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participations	1 680 095	1 146 089	534 006	533 973
Créances rattachées à des participations	706 375	706 375		
Autres titres immobilisés	119 971		119 971	119 971
Prêts				
Autres immobilisations financières	97 649		97 649	95 471
Liaison Titres				
TITRES MIS EN EQUIVALENCE				
Actif immobilisé	76 304 300	55 370 864	20 933 436	21 959 425
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	150 942		150 942	145 265
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	21 468		21 468	18 848
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	302 132	22 015	280 117	384 428
AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances fiscales				
Actifs d'impôts différés	11 124		11 124	8 920
Créances sociales				
Autres créances	7 233 180	61 121	7 172 059	6 930 020
Charges constatées d'avance	60 633		60 633	55 161
Capital souscrit, appelé et non versé				
Frais d'émission d'emprunt				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
Liaison Bilan	1		1	
Ecart d'arrondi actif				
TRESORERIE ET EQUIVALENTS				
Valeurs mobilières de placement	2 235 969		2 235 969	3 052 149
Actions propres				
Disponibilités	27 500 886		27 500 886	25 388 244
Actif circulant	37 516 335	83 136	37 433 199	35 983 035
TOTAL ACTIF	113 820 635	55 454 000	58 366 635	57 942 460

Bilan consolidé

PASSIF	31/12/2023	31/12/2022
Capital social ou individuel	7 764 104	7 764 104
Primes d'émission, de fusion, d'apport	9 393 344	10 266 806
Ecarts de réévaluation		
Ecarts de réévaluation groupe		
Réserve légale	776 410	679 636
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Réserve du groupe	18 734 018	14 483 946
Ecarts de conversion groupe		
Report à nouveau	147 543	1 168 232
RESULTAT GROUPE	5 291 078	4 198 961
Subventions d'investissement		
Titres en auto-contrôle		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Capitaux propres	42 106 497	38 561 685
Intérêts hors groupe	1 672 867	1 586 501
Ecarts de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	347 330	349 085
Intérêts minoritaires	2 020 197	1 935 586
Ecart acquisition négatif		
Provisions pour engagements de retraite et avantages similaires		
Provisions pour litige	313 271	257 626
Provisions pour restructuration		
Provisions pour perte de change		
Autres provisions	25 497	64 772
Provisions pour risques et charges	338 768	322 398
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 257 360	11 400 643
Emprunts en crédit-bail		
Concours bancaires courants	3 028	28 086
Autres dettes financières	27 889	39 902
FOURNISSEURS		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 802 393	1 406 854
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		2 137
AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	475 760	440 661
Dettes fiscales	2 093 096	2 517 190
Impôts différés passifs	1 151 670	1 231 095
Dettes sociales		
Autres dettes	73 831	48 409
Produits constatés d'avance	16 148	7 815
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi passif	-2	-1
Passif circulant	13 901 173	17 122 791
TOTAL PASSIF	58 366 635	57 942 460

Compte de résultat consolidé

Rubrique	31/12/2023	31/12/2022
Ventes de marchandises	411 198	419 463
Ventes de marchandises Export		
Ventes de biens		
Ventes de biens Export		
Ventes de services	26 059 095	22 614 260
Ventes de services Export		
Autres revenus		
Chiffre d'affaires net	26 470 293	23 033 723
Production stockée		
Production immobilisée	33 136	29 118
Subventions d'exploitation	87 087	208 499
Reprises sur dépréciations, amortissements, transfert		89 987
Autres produits	14 463	33 885
Autres produits d'exploitation	134 686	361 489
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	80 982	70 736
Variation de stock de marchandises	349	-345
Achats de matières premières et autres appro.	1 403 256	1 179 710
Variation de stock matières premières et approvisionnements	-8 645	-27 873
Autres achats et charges externes	9 100 339	7 924 418
Impôts, taxes et versements assimilés	666 353	731 294
Salaires et traitements	4 695 124	4 277 719
Charges sociales	1 276 069	1 154 213
Dotations d'exploitation aux amortissements et dépréciations des immobilisations	1 665 704	1 375 302
Dotations d'exploitation aux dépréciations et provisions	46 830	
QP de résultat sur opérations faites en commun		
Autres charges	929 027	756 444
Charges d'exploitation	19 855 388	17 441 618
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT DEPRECIATIONS DE L'ECART D'ACQUISITION	6 749 591	5 953 594
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	124 032	190 793
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES DEPRECIATIONS DE L'ECART D'ACQUISITION	6 625 559	5 762 801

Compte de résultat consolidé

Rubrique	31/12/2023	31/12/2022
Produits financiers de participations		
Produit des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo.	1 821	
Autres intérêts et produits assimilés	948 999	145 690
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produit nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Gains de change		
Autres produits financiers		
Produits financiers	950 820	145 690
Dotations financières aux amortissements et provisions		15 000
Intérêts et charges assimilées	83 050	90 817
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement		
Pertes de change		
Autres charges financières		
Charges financières	83 050	105 817
RESULTAT FINANCIER	867 770	39 873
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	7 493 329	5 802 674
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	30 887	43 425
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	1 781	40 294
Reprises sur provisions et transferts de charges	64 772	10 360
Autres produits exceptionnels		
Produits exceptionnels	97 440	94 079
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	8 450	14 441
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	3 651	866
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	34 312	537
Autres charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles	46 413	15 844
RESULTAT EXCEPTIONNEL	51 027	78 235
Impôts exigibles	1 987 578	1 281 003
Impôts différés	-81 630	51 860
Impôts sur les bénéfices	1 905 948	1 332 863
Résultat des sociétés intégrées	5 638 408	4 548 046
Résultat net des entreprises en cours de cession		
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDÉS	5 638 408	4 548 046
RESULTAT GROUPE	5 291 078	4 198 961
RESULTAT HORS GROUPE	347 330	349 085
Résultat par action	5,45184	4,32654
Résultat dilué par action	5,45184	4,32654

Soldes Intermédiaires de Gestion consolidés

Rubrique	31/12/2023	%	31/12/2022	%	Variation	%
Ventes marchandises	411 198	1,55	419 463	1,82	-8 265	-1,97
- Coût d'achat des marchandises vendues	81 331	0,31	70 391	0,31	10 940	15,54
Marge commerciale	329 867	1,24	349 072	1,51	-19 205	-5,50
Production vendue	26 059 095	98,32	22 614 260	98,05	3 444 835	15,23
+ Production stockée						
- Déstockage de production						
+ Production immobilisée	33 136	0,13	29 118	0,13	4 018	13,80
Production de l'exercice	26 092 231	98,45	22 643 378	98,18	3 448 853	15,23
- Achats de matières premières et approvisionnements	1 403 256	5,29	1 179 710	5,12	223 546	18,95
- Variation de stock	-8 645	-0,03	-27 873	-0,12	19 228	-68,98
- Sous-traitance directe						
Marge brute de production	24 697 620	93,19	21 491 541	93,19	3 206 079	14,92
PRODUCTION + VENTES DE MARCHANDISES	26 503 429	100,00	23 062 841	100,00	3 440 588	14,92
MARGE BRUTE GLOBALE	25 027 487	94,43	21 840 613	94,70	3 186 874	14,59
- Autres achats et charges externes	9 100 339	34,34	7 924 418	34,36	1 175 921	14,84
Valeur ajoutée	15 927 148	60,09	13 916 195	60,34	2 010 953	14,45
+ Subventions d'exploitation	87 087	0,33	208 499	0,90	-121 412	-58,23
- Impôts, taxes et versements assimilés	666 353	2,51	731 294	3,17	-64 941	-8,88
- Charges de personnel	5 971 193	22,53	5 431 932	23,55	539 261	9,93
Excédent brut d'exploitation	9 376 689	35,38	7 961 468	34,52	1 415 221	17,78
+ Reprises sur charges calculées, transferts			89 987	0,39	-89 987	-100,00
+ Autres produits	14 463	0,05	33 885	0,15	-19 422	-57,32
- Dotations aux amortissements et aux provisions	1 712 534	6,46	1 375 302	5,96	337 232	24,52
- Autres charges	929 027	3,51	756 444	3,28	172 583	22,82
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT DEPRECIATIONS DE L'ECART D'ACQUISITION	6 749 591	25,47	5 953 594	25,81	795 997	13,37
- Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	124 032	0,47	190 793	0,83	-66 761	-34,99
RESULTAT D'EXPLOITATION APRÈS DEPRECIATIONS DE L'ECART D'ACQUISITION	6 625 559	25,00	5 762 801	24,99	862 758	14,97
+ Quote-part de résultat sur opérations faites en commun						
+ Produits financiers	950 820	3,59	145 690	0,63	805 130	552,63
- Quote-part de résultat sur opérations faites en commun						
- Charges financières	83 050	0,31	105 817	0,46	-22 767	-21,52
Résultat courant avant impôt	7 493 329	28,27	5 802 674	25,16	1 690 655	29,14
Produits exceptionnels	97 440	0,37	94 079	0,41	3 361	3,57
- Charges exceptionnelles	46 413	0,18	15 844	0,07	30 569	192,94
Résultat exceptionnel	51 027	0,19	78 235	0,34	-27 208	-34,78
- Impôts dus sur les bénéfices	1 987 578	7,50	1 281 003	5,55	706 575	55,16
- Impôt sur les bénéfices	-81 630	-0,31	51 860	0,22	-133 490	-257,40
Résultat sociétés intégrées	5 638 408	21,27	4 548 046	19,72	1 090 362	23,97
Résultat net des entreprises en cours de cession						
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDÉS	5 638 408	21,27	4 548 046	19,72	1 090 362	23,97
RESULTAT GROUPE	5 291 078	19,96	4 198 961	18,21	1 092 117	26,01
RESULTAT HORS GROUPE	347 330	1,31	349 085	1,51	-1 755	-0,50
Produits des cessions des éléments d'actifs						
- Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	8 034		10 240		-2 206	-21,54
Plus ou moins values sur cessions	-8 034		-10 240		2 206	-21,54

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En Euros	31/12/2023	31/12/2022
Résultat net consolidé	5 638 408	4 548 046
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Amortissements et provisions (1)	1 872 018	1 483 901
Variation des impôts différés	-81 630	51 860
Plus-values de cession, nettes d'impôt	8 034	10 240
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	7 436 830	6 094 047
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-111 199	-395 851
<i>Dont stocks</i>	-8 297	-28 220
<i>Dont créances d'exploitation</i>	-108 102	-1 307 801
<i>Dont dettes d'exploitation</i>	5 200	940 170
Flux net de trésorerie généré par l'activité	7 325 631	5 698 196
Acquisition d'immobilisations	-1 533 687	-1 246 241
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	693 854	
Incidence des variations de périmètres (2)	-195 300	
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 035 133	-1 246 241
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	-1 746 924	
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire	-66 760	
Emissions d'emprunts	49	2 000 000
Remboursements d'emprunts	-3 155 345	-2 398 253
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-4 968 980	-398 253
Incidence des variations de cours des devises		
VARIATION DE TRÉSORERIE	1 321 518	4 053 702
Trésorerie d'ouverture	28 412 307	24 358 605
Trésorerie de clôture	29 733 825	28 412 307

(1) A l'exclusion des provisions sur actif circulant

(2) Prix d'achat ou de vente augmenté ou diminué de la trésorerie acquise ou versée

ANNEXE

1. INFORMATIONS RELATIVES AU REFERENTIEL COMPTABLE, AUX MODALITES DE CONSOLIDATION ET AUX METHODES ET REGLES D'EVALUATION	14
A. REFERENTIEL COMPTABLE.....	14
B. MODALITES DE CONSOLIDATION	14
1. Périmètre de consolidation.....	14
2. Retraitement de consolidation.....	14
3. Opérations réciproques	14
4. Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées	14
5. Application des méthodes préférentielles du règlement 2020-01	14
6. Traitement des écarts d'acquisition	15
C. METHODES ET REGLES D'EVALUATION.....	15
1. Changements comptables	15
2. Immobilisations incorporelles	15
3. Immobilisations corporelles.....	15
4. Immobilisations financières.....	16
5. Provisions pour risques et charges.....	16
6. Stocks.....	16
7. Créances et dettes	16
8. Valeurs mobilières de placement	16
9. Impôts différés.....	16
10. Engagements vis-à-vis du personnel.....	17
11. Régime d'intégration fiscale	17
2. INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	18
A. ORGANISATION DU GROUPE HOTELIM.....	18
B. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES ET MODE DE CONSOLIDATION	18
C. ENGAGEMENTS HORS BILAN	19
1. Engagements donnés.....	19
2. Engagements reçus.....	19
D. AUTRES FAITS SIGNIFICATIFS	19
3. INFORMATION PERMETTANT LA COMPARABILITE DES COMPTES.....	20
A. INFORMATIONS RELATIVES AUX VARIATIONS DU PERIMETRE ET POURCENTAGES D'INTERETS... 20	20
1. Entrée dans le périmètre de consolidation	20
2. Sortie du périmètre de consolidation	20
3. Changement de méthode de consolidation sans changement du périmètre de consolidation	20
4. Modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation	20
5. Acquisitions et cessions réalisées après la date de clôture.....	20
6. Autres informations sur le périmètre de consolidation	20
B. INFORMATIONS RELATIVES AUX CHANGEMENTS COMPTABLES	20

4. EXPLICATIONS DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS.....21

A.	POSTES DU BILAN CONSOLIDE.....	21
B.	ACTIF IMMOBILISE	21
1.	<i>Immobilisations incorporelles</i>	21
2.	<i>Immobilisations corporelles</i>	21
3.	<i>Immobilisations financières</i>	21
4.	<i>Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles</i>	22
C.	AUTRES POSTES D'ACTIF	22
D.	TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	23
1.	<i>Capitaux propres part du groupe</i>	23
2.	<i>Capitaux propres hors groupe</i>	23
E.	AUTRES POSTES DE PASSIF	24
1.	<i>Provisions</i>	24
2.	<i>Impôt sur les résultats</i>	24
3.	<i>Impôts différés par société</i>	25
4.	<i>Emprunts et dettes financières à long et moyen terme</i>	25
F.	POSTES DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	26
1.	<i>Charges de personnel et effectif</i>	26
2.	<i>Charges relatives aux frais de recherche et de développement</i>	26
3.	<i>Charges et produits d'exploitation</i>	26
4.	<i>Charges et produits financiers</i>	26
5.	<i>Charges et produits exceptionnels</i>	26

5. AUTRES INFORMATIONS.....27

A.	INFORMATION SECTORIELLE	27
B.	AUTRES INFORMATIONS DIVERSES	27
1.	<i>Évènements postérieurs à la clôture</i>	27
2.	<i>Tableaux des flux de trésorerie</i>	27
3.	<i>Information sur les avantages des organes d'administration et des dirigeants</i>	27
4.	<i>Honoraires Commissaires aux Comptes</i>	27

1. Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation et aux méthodes et règles d'évaluation

A. Référentiel comptable

Le Groupe établit ses comptes en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France, selon le règlement 2020-01 du 9 octobre 2020 de l'Autorité des Normes Comptables qui a remplacé le règlement CRC 99-02 du 29 avril 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales.

Ils ne résultent pas d'une obligation légale, un seul seuil étant dépassé (total du bilan).

Ils sont constitués du bilan, du compte de résultat et de l'annexe. Les valeurs sont exprimées en Euros.

B. Modalités de consolidation

1. Périmètre de consolidation

Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement 50% des droits sociaux sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le groupe détient une participation supérieure à 20% et exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Au 31 décembre 2023, comme au 31 décembre 2022, il n'y a aucune société consolidée par mise en équivalence.

2. Retraitement de consolidation

Les règles et méthodes appliquées par les filiales entrant dans le périmètre de consolidation font l'objet de retraitements afin de les rendre homogènes à celles du Groupe.

Les retraitements de consolidation pratiqués sont conformes au règlement 2020-01.

3. Opérations réciproques

Les opérations réciproques ainsi que les éventuels résultats de cession résultant d'opérations entre les sociétés du Groupe sont éliminés.

4. Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

L'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation ont arrêté leurs exercices sociaux le 31 décembre.

L'exercice clos au 31 décembre a une durée de 12 mois.

5. Application des méthodes préférentielles du règlement 2020-01

Elles sont toutes mises en œuvre au sein du groupe, pour autant qu'elles trouvent à s'appliquer et qu'elles présentent un caractère significatif.

Ainsi, compte tenu du caractère non significatif, il a été convenu de ne pas retraiter les crédits baux mobiliers.

6. Traitement des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des sociétés consolidées et la part du groupe dans leurs actifs nets à la date de prise de participations.

Lorsque cette différence est positive, elle est immobilisée à l'actif du bilan consolidé et amortie selon la méthode linéaire sur une durée de 10 ans et lorsqu'elle est négative, elle est inscrite au bilan dans les provisions.

Dans le cas des SCI transformées en SARL, l'écart d'acquisition a été ventilé conformément aux traités d'apport, le solde étant imputé en écart de première consolidation. Les écarts d'évaluation (terrain & construction) sont les suivants :

Société	Ecart d'évaluation					Ecart d'acquisition		
	Terrain	Construct.	Total brut	Cumul amort.	Montant net	Montant brut	Cumul amort.	Montant net
SARL Créteil Mesly	106 609	1 009 890	1 116 499	825 135	291 364	76 300	76 300	
SARL Rosnybois	110 115	991 040	1 101 155	799 966	301 189	60 119	60 119	
SARL Delta Rungis	161 074	1 461 185	1 622 259	1 167 846	454 413	40 768	40 768	
SARL Le Bourget	35 143	388 774	423 917	308 582	115 335	179 720	179 720	
SARL Saint Raphaël						214 065	214 065	
SNC Sogegone						1 534 920	1 534 920	
SARL DJRP						1 721 080	1 721 080	
SNC Relnice						1 842 455	1 842 455	
SARL Dromhotel						1 608 978	1 608 978	
SARL Mezal						1 171 076	1 171 076	
SARL Balbercy						951 109	951 109	
SAS Suite Hotel						1 907 933	818 058	1 089 875
TOTAL	412 941	3 850 889	4 263 830	3 101 529	1 162 301	11 308 523	10 218 648	1 089 875

C. Méthodes et règles d'évaluation

1. Changements comptables

Aucun changement comptable.

2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les fonds de commerce ne sont pas amortis, cependant lorsque leur valorisation devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée

3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Le coût d'acquisition comprend les intérêts capitalisés s'il s'agit d'un investissement significatif financé par emprunt spécifique.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie économique.

Nous avons appliqué les recommandations indiquées par l'instruction fiscale du 30 décembre 2005 qui préconise l'identification, pour les actifs immobiliers, des cinq composants suivants :

- Gros œuvre ;
- Toiture ;

- Façade et étanchéité ;
- Installations techniques ;
- Agencements.

Chacun des composants fait l'objet d'un amortissement fonction de la durée de vie d'utilité réelle.

Dans les comptes sociaux, le gros œuvre est amorti fiscalement sur une durée comprise entre 25 et 30 ans selon l'établissement. Dans les comptes consolidés, la durée d'amortissement retenue pour ce type de composant a été harmonisée à 40 ans.

4. Immobilisations financières

Elles sont enregistrées à leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire, estimée d'après leur quote-part d'actif net et leur perspective de rentabilité ou leur valeur d'utilité, est inférieure à la valeur brute comptable ci-dessus définie, une provision est constituée pour enregistrer sa dépréciation.

5. Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC n°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

6. Stocks

Les stocks sont valorisés au coût de revient ou à la valeur de marché. Le coût de revient est déterminé suivant la méthode du « Premier entré – Premier sorti » (F.I.F.O.).

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

7. Créances et dettes

Les créances et dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Les dettes et créances existant entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont éliminées.

Les créances font l'objet d'une provision dès lors qu'elles présentent un risque de non recouvrement. Les provisions sont déterminées en prenant en compte notamment l'ancienneté des créances, l'avancement des procédures engagées et les garanties obtenues.

8. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées au coût historique. Le prix de revient des valeurs mobilières cédées est déterminé selon la règle du FIFO.

Au 31 décembre 2023, la valeur du portefeuille est de 2.235.969 euros.

9. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés pour chaque entité, sur la base d'une analyse bilancielle, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs renseignés au bilan comptable et leur base fiscale correspondante. Cette dernière dépend des règles fiscales en vigueur dans les pays où le groupe gère ses activités. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les actifs et les passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Par mesure

de prudence, les déficits fiscaux du groupe, qui concernent la société Hofidev pour un montant de 15.581 € n'ont pas été activés au 31 décembre 2023.

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation sont des sociétés ayant leur siège social en France. Le taux de 25% a été retenu pour l'exercice clos le 31 décembre 2023 comme au 31 décembre 2022. Ce taux tient compte de l'échéance des actifs et passifs d'impôts différés constatés dans les comptes consolidés.

Le montant de l'impôt sur le bénéfice apparaissant au compte de résultat, comprend ainsi :

- l'impôt à payer au titre de l'exercice
- la charge ou le crédit d'impôt résultant de la prise en compte des décalages temporaires.

Les plus-values nettes long terme réalisées dans le cadre de cessions de titres de participation sont imposables au taux de 0% sous déduction d'une quote-part pour frais et charges correspondant à 12% de la plus-value réalisée. Cette quote-part restant imposable au taux normal d'impôt sur les sociétés. Dans l'hypothèse retenue d'une cession de parts au lieu d'une cession d'immeuble, il a été convenu de constater un impôt différé passif au taux de 3 %, correspondant à l'impôt sur la quote-part pour frais et charges, concernant les écarts d'évaluation.

10. Engagements vis-à-vis du personnel

Les engagements de fin de carrière ont été comptabilisés nets d'impôt différé. Au 31 décembre 2023, l'engagement net d'impôt s'élève à 210 K€ contre 168 K€ au 31 décembre 2022.

Hypothèses retenues :

- Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- Convention collective : HCR
- Taux d'actualisation : 3.20 %
- Taux de progression annuelle des salaires : 1% pour les cadres, 1% pour les non cadres
- Taux de rotation du personnel : faible pour les cadres, fort pour les non cadres
- Age de départ retenu : 60-67 ans
- Taux de charges sociales : 34 %
- Table de mortalité : INSEE 2021

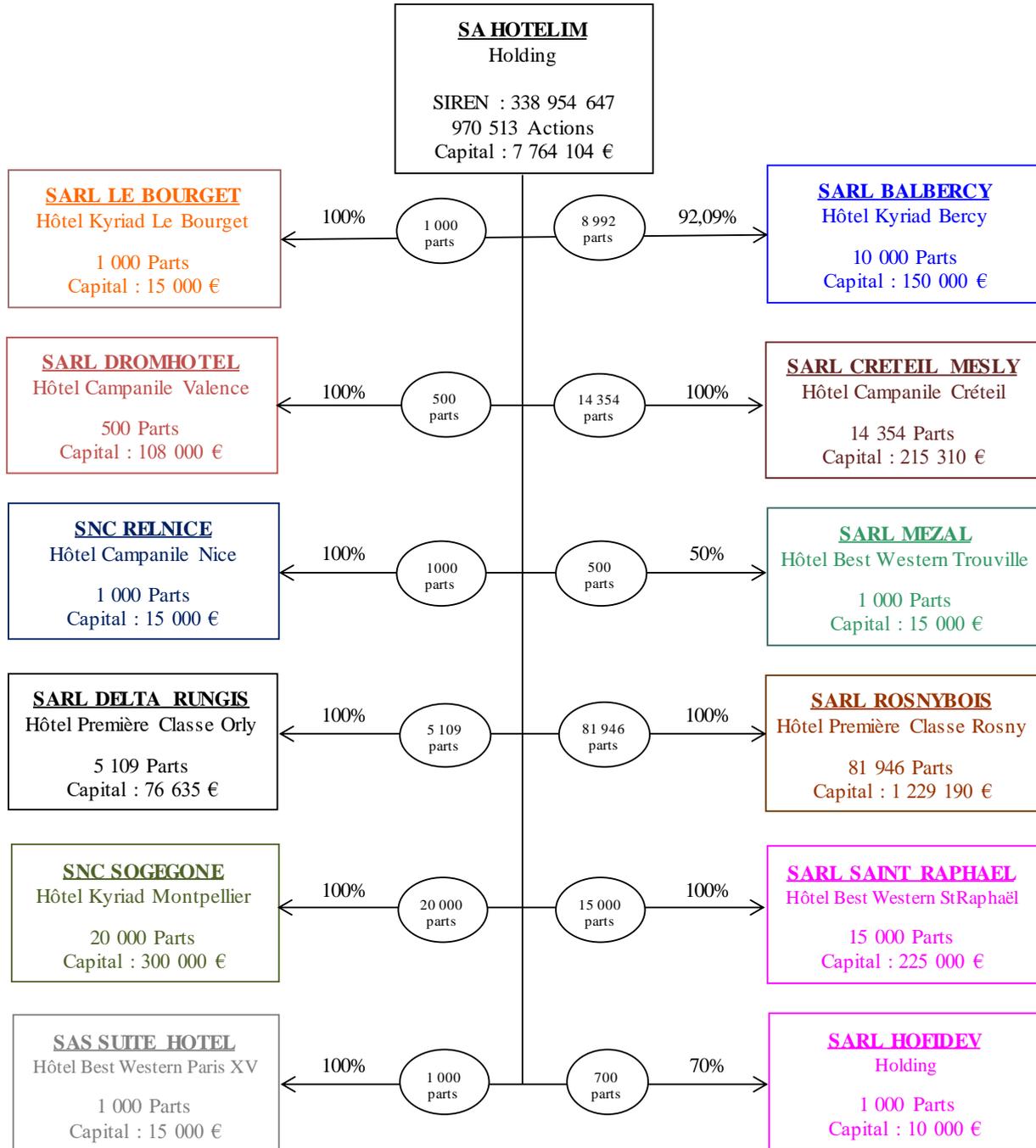
11. Régime d'intégration fiscale

La SA Hotelim et certaines de ses filiales forment un groupe d'intégration fiscale.

Les conventions prévoient que chaque filiale constate dans ses propres comptes la charge d'impôt qui lui est propre ou l'économie d'impôt réalisée par le groupe en cas de déficit.

2. Informations relatives au périmètre de consolidation

A. Organisation du Groupe HOTELIM



B. Liste des sociétés consolidées et mode de consolidation

Société mère : SA HOTELIM – 11, avenue Myron Herrick 75008 PARIS – Siret : 33895464700073

Société	Siret	% de détention		% intérêt	% contrôle	Méthode de consolidation
		directe	indirecte			
SARL Balbercy	392 327 599 00016	92,09%	0.00%	92,09%	92,09%	Intégration globale
SARL Le Bourget	344 528 997 00028	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Créteil Mesly	338 982 242 00020	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Delta Rungis	344 317 045 00021	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Hofidev	828 742 510 00013	70.00%	0.00%	70.00%	70.00%	Intégration globale
SARL Mezal	421 451 600 00017	50.00%	0.00%	50.00%	50.00%	Intégration globale
SNC Relnice	342 083 607 00032	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARI Rosnybois	344 529 318 00026	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Saint Raphaël	383 417 888 00021	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SNC Sogegone	344 629 118 00011	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SAS Suite Hotel	419 564 232 00025	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Dromhotel	429 645 799 00025	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale

Les comptes de la société HOTELIM Maroc, filiale détenue à 80% par la société HOTELIM, ne présentent pas un caractère significatif et ne sont, par conséquent, pas consolidés.

La filiale Brasserie à la Mode détenue par HOFIDEV n'est pas intégrée au périmètre de consolidation dans la mesure où sa participation est inférieure au seuil d'influence notable. Les titres de cette dernière figurent donc à l'actif du bilan consolidé pour un montant brut de 1.179 K€ et sont provisionnés à hauteur de 999 K€ au 31 décembre 2023 comme en 2022.

C. Engagements hors bilan

1. Engagements donnés

BAIL À CONSTRUCTION

Deux hôtels sont exploités dans le cadre d'un bail à construction. Les baux arrivent respectivement à échéance le 1er janvier 2035 pour l'établissement de Saint Raphaël, et le 22 juin 2063 pour l'hôtel de Bercy.

2. Engagements reçus

Aucun engagement reçu

D. Autres faits significatifs

Les conflits actuels et les conditions macroéconomiques actuelles n'ont pas d'impact significatif sur l'activité du groupe.

3. Information permettant la comparabilité des comptes

A. Informations relatives aux variations du périmètre et pourcentages d'intérêts

1. *Entrée dans le périmètre de consolidation*

Aucune entrée dans le périmètre de consolidation.

2. *Sortie du périmètre de consolidation*

Aucune sortie du périmètre de consolidation.

3. *Changement de méthode de consolidation sans changement du périmètre de consolidation*

Aucun changement de méthode de consolidation, sans changement de périmètre de consolidation n'est intervenu.

4. *Modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation*

La société Hotelim a racheté 2.17% d'intérêts minoritaires de la société Balbercy sur l'exercice 2023.

5. *Acquisitions et cessions réalisées après la date de clôture*

Aucune cession ou acquisition n'a été réalisée à la date d'établissement des comptes consolidés.

6. *Autres informations sur le périmètre de consolidation*

Néant.

B. Informations relatives aux changements comptables

Néant

4. Explications des postes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

A. Postes du bilan consolidé

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes individuels des sociétés. Ils n'ont fait l'objet d'aucun retraitement dans la mesure où les divergences ne sont pas significatives.

Toutes les sociétés consolidées établissent leurs comptes en Euros.

B. Actif immobilisé

1. Immobilisations incorporelles

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Variations périmètre	Virement	Clôture
Ecarts d'acquisition	11 308 523					11 308 523
Fonds commercial	6 128 451					6 128 451
Ecarts d'acquisition	17 436 974					17 436 974
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	420 988		1 533			419 455
Autres immobilisations incorporelles	70 895	1 410	1 665			70 640
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Immobilisations incorporelles	491 883	1 410	3 198			490 095

2. Immobilisations corporelles

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Variations périmètre	Virement	Clôture
Terrains	2 150 131					2 150 131
Constructions	42 676 358	216 472	28 437		122 836	42 987 229
Installations techniques, matériel, outillage	5 395 525	144 464	180 033			5 359 956
Autres immobilisations corporelles	4 661 214	411 980	67 069		159 421	5 165 546
Immobilisations en cours	331 377	61 159			(282 257)	110 279
Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles	55 214 605	834 075	275 539			55 773 141

3. Immobilisations financières

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Variations périmètre	Virement	Clôture
Titres de participations	1 680 062	33				1 680 095
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés	119 971					119 971
Prêts	95 471	2 178				97 649
Autres immobilisations financières						
Créances rattachées à des participations	706 375					706 375
Immobilisations financières	2 601 879	2 211				2 604 090

Les titres de participation non consolidés sont relatifs à des sociétés dont le taux de détention est inférieur à 20 % ou en cours d'arrêt d'exploitation.

4. Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Rubriques	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Ecart d'acquisition	10 027 855	190 793		10 218 648
Ecart d'acquisition	10 027 855	190 793		10 218 648
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	383 950	1 975	1 533	384 392
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	62 618	1 052	1 665	62 005
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations incorporelles	446 568	3 027	3 198	446 397
Terrains	13 787			13 787
Constructions	33 185 532	1 209 152	24 976	34 369 708
Installations techniques, matériel, outillage	4 705 994	196 958	178 395	4 724 557
Autres immobilisations corporelles	3 553 716	255 718	64 131	3 745 303
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	41 459 029	1 661 828	267 502	42 853 355
TOTAL	51 933 452	1 855 648	270 700	53 518 400

C. Autres postes d'actif

Rubriques	Valeur brute	Provisions (cumul dotations)	Reprises (de la période)	Valeur nette au 31/12/2023	Valeur nette au 31/12/2022
Matières premières, approvisionnements	150 942			150 942	145 265
Marchandises	21 468			21 468	18 848
Avances et acomptes versés sur commandes					
Stocks et en cours	172 410			172 410	164 113
Créances clients et comptes rattachés	302 132	22 015		280 117	384 428
Actifs d'impôts différés	11 124			11 124	8 920
Autres créances	7 233 180	61 121		7 172 059	6 930 020
Capital souscrit, appelé et non versé					
Créances	7 546 436	83 136		7 463 300	7 323 368
Valeurs mobilières de placement	2 235 969			2 235 969	3 052 149
Actions propres					
Disponibilités	27 500 886			27 500 886	25 388 244
Divers	29 736 855			29 736 855	28 440 393
Charges constatées d'avance	60 633			60 633	55 161
Ecart d'arrondis actifs					
Comptes de régularisation	60 633			60 633	55 161
TOTAL	37 516 334	83 136		37 433 198	35 983 035

D. Tableau de variation des capitaux propres consolidés
1. Capitaux propres part du groupe

Variation	Capital social	Primes	Réserves société mère	Part du groupe dans		Capitaux propres part groupe
				les réserves consolidés	le résultat consolidé	
Au 31 décembre 2021	7 764 104	10 266 806	2 227 305	13 181 396	923 474	34 363 085
Affectation résultat en réserves			(379 437)	1 302 911	(923 474)	
Distribution dividendes						
Résultat 2022					4 198 961	4 198 961
Autres variations				(361)		(361)
Au 31 décembre 2022	7 764 104	10 266 806	1 847 868	14 483 946	4 198 961	38 561 685
Affectation résultat en réserves		(873 462)	(923 915)	5 996 338	(4 198 961)	
Distribution dividendes				(1 746 924)		(1 746 924)
Résultat 2023					5 291 078	5 291 078
Autres variations				658		658
Au 31 décembre 2023	7 764 104	9 393 344	923 953	18 734 018	5 291 078	42 106 497

Les intérêts minoritaires négatifs de la société Hofived d'un montant de 301 374 € ont été imputés sur les capitaux propres du groupe au 31/12/2023. La variation de 658 € sur l'exercice 2023 a impacté positivement les réserves du groupe.

2. Capitaux propres hors groupe

Variation	Part des minoritaires		Intérêts minoritaires
	les réserves consolidés	le résultat consolidé	
Au 31 décembre 2021	1 467 746	118 393	1 586 139
Affectation résultat en réserves	118 393	(118 393)	
Distribution dividendes			
Résultat 2022		349 085	349 085
Autres variations	362		362
Au 31 décembre 2022	1 586 501	349 085	1 935 586
Affectation résultat en réserves	349 085	(349 085)	
Distribution dividendes			
Résultat 2023		347 330	347 330
Autres variations	(262 719)		(262 719)
Au 31 décembre 2023	1 672 867	347 330	2 020 197

E. Autres postes de passif
1. Provisions

Rubriques	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Provisions pour risques	64 772	25 497	64 772	25 497
Provisions pour charges	257 626	55 645		313 271
Provisions pour risques et charges	322 398	81 142	64 772	338 768
Provisions sur titres de participation	1 146 089			1 146 089
Provisions sur créances rattachées	706 375			706 375
Provisions sur immobilisations financières	1 852 464			1 852 464
Provisions sur comptes clients	22 015			22 015
Provisions sur autres créances	61 121			61 121
Provisions sur créances	83 136			83 136
TOTAL	2 237 998	81 142	64 772	2 274 368

2. Impôt sur les résultats
Rapprochement entre charge d'impôt théorique et effective

Différence entre charge d'impôt théorique et effective	31/12/2023	31/12/2022
Résultat avant impôt	7 544 356	5 880 909
Taux normal d'impôt en France	25,00%	25,00%
Impôt théorique	1 886 089	1 470 227
Impôt réel	25,26% 1 905 948	22,66% 1 332 863
Ecart net	19 859	(137 364)
Elements de rapprochement	IS 31/12/2023	IS 31/12/2022
Amortissement des écarts d'acquisition	31 008	47 698
Amortissement des écarts d'évaluation	21 180	21 180
Différences permanentes (TVTS, amendes, Fonds solidarité...)	14 402	12 405
Contribution additionnelle IS 3,30%	10 882	
Provision sur titres non consolidés		
Impact impôts différés changement de taux		
Provision sur créances sociétés non consolidées		
Quote part imposable sur dividendes	4 250	
Déficits non activés	-61 863	-218 647
Montant rapproché	19 859	(137 364)

3. Impôts différés par société

Société	31/12/2023	31/12/2022
SA Hotelim		
SARL Mezal	4 743	3 578
SAS Suite Hotel	6 380	5 342
Actifs d'impôts différés	11 123	8 920
SA Hotelim	231 384	233 151
SARL Balbercy	278 288	266 068
SARL Le Bourget	129 489	149 127
SARL Créteil Mesly	26 665	34 377
SARL Dromhotel	69 740	66 154
SNC Relnice	72 767	82 737
SARL Rosnybois	43 616	52 571
SARL Delta Rungis	98 995	112 015
SARL Saint Raphaël	157 252	180 119
SNC Sogegone	43 475	54 776
Passifs d'impôts différés	1 151 671	1 231 095
PASSIF D'IMPÔTS DIFFÉRÉS NET	1 140 548	1 222 175

4. Emprunts et dettes financières à long et moyen terme

Société	Montant début exercice	Nouveaux emprunts	Rembours. De l'exercice	Montant fin d'exercice	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Hotelim (siège)	11 400 643		3 143 283	8 257 360	3 364 666	4 686 484	206 210
Emprunts auprès des étab. de crédit	11 400 643		3 143 283	8 257 360	3 364 666	4 686 484	206 210
Hôtel Paris XV	1 820		1 820				
Hôtel Nice	15			15	15		
Hôtel Trouville		48		48	48		
Hotelim (siège)	38 067		10 241	27 826	27 826		
Dettes financières diverses	39 902	48	12 061	27 889	27 889		
TOTAL	11 440 545	48	3 155 344	8 285 249	3 392 555	4 686 484	206 210

F. Postes du compte de résultat consolidé
1. Charges de personnel et effectif

Les charges de personnel se sont élevées à 5.971 K€ au 31 décembre 2023 contre 5.432 K€ en 2022.

L'effectif moyen au 31 décembre 2023 est composé de 136 personnes, contre 133 au 31 décembre 2022 et 115 au 31 décembre 2021, se décomposant comme suit :

Société	Effectif moyen 2023	Effectif moyen 2022	Effectif moyen 2021
SA Hotelim	2	2	2
SARL Balbercy	26	24	20
SARL Delta Rungis	7	6	4
SARL Rosnybois	7	7	6
SARL Le Bourget	9	9	8
SARL Créteil Mesly	7	8	7
SARL Saint Raphaël	33	31	27
SARL Sogegone	8	9	7
SAS Suite Hotel	7	7	8
SNC Relnice	9	8	6
SARL Dromhotel	8	9	7
SARL Mezal	13	13	12
TOTAL	136	133	115

2. Charges relatives aux frais de recherche et de développement

Non applicable.

3. Charges et produits d'exploitation

Le chiffre d'affaires du groupe est constitué des produits suivants :

- Les ventes de marchandises ;
- Les prestations de services.

Le chiffre d'affaires 2023 s'établit à 26.470 K€ contre 23.033 K€ en 2022 et a évolué comme suit :

En K€	31/12/2023	31/12/2022	Variation		31/12/2021	Variation	
Ventes de marchandises	411	419	(8)	-1,9%	297	122	41,1%
Prestations de services	26 059	22 614	3 445	15,2%	12 253	10 361	84,6%
CHIFFRE D'AFFAIRES	26 470	23 033	3 437	14,9%	12 550	10 483	83,5%

4. Charges et produits financiers

Le résultat financier enregistre d'une part des charges qui s'élèvent à 83 K€ et d'autre part des produits d'un montant de 951 K€.

5. Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel est positif de 51 K€ pour l'exercice 2023.

5. Autres informations

A. Information sectorielle

Les sociétés du Groupe exercent une activité hôtelière.

B. Autres informations diverses

1. *Évènements postérieurs à la clôture*

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à signaler

2. *Tableaux des flux de trésorerie*

Il est présenté en conformité avec le règlement 2020-01 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté du 29 décembre 2020.

La trésorerie du groupe, dont la variation est analysée dans les tableaux de flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- Trésorerie et équivalent de trésorerie ;
- Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

3. *Information sur les avantages des organes d'administration et des dirigeants*

Cette information reviendrait à communiquer une rémunération individuelle et à ce titre, elle ne peut être fournie en annexe.

4. *Honoraires Commissaires aux Comptes*

Les honoraires relatifs au contrôle légal des comptes annuels et consolidés de la société HOTELIM représentent une charge de 77.400 € pour l'exercice 2023.